Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse (OJe)

Modification du 03.03.2021

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: –
Modifié: **850.400**
Abrogé: –

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la constitution cantonale;
sur proposition du département en charge de la formation,
ordonne:

I.

L'acte législatif intitulé Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse (OJe) du 09.05.2001¹⁾ (Etat 01.01.2020) est modifié comme suit:

Préambule (modifié)

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 5, 11, 25, 31, 33, 34, 36, 41, 43, 45, 47 et 52 de la loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2000 (LJe);
sur proposition du département en charge de la formation,
ordonne:

¹⁾ RS [850.400](#)

Art. 5 al. 1

¹ Outre les parents et les jeunes, les partenaires du service sont:

- h) (modifié) les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte et les services de curatelle officielle;

Art. 6 al. 2

² Le service est composé notamment des personnes, des sections et des offices suivants:

- d) (modifié) un office chargé du conseil éducatif, de la psychologie scolaire, de la psychologie de l'enfance et de l'adolescence, de la logopédie et de la psychomotricité;

Titre après Art. 11 (nouveau)

2a Soutien financier aux projets extrascolaires à caractère novateur intéressant la jeunesse (art. 8 LEEJ)

Art. 11a (nouveau)

Définition et but

¹ Par projet extrascolaire à caractère novateur intéressant la jeunesse, on entend tout projet lié à des activités éducatives et d'animation en milieu ouvert pouvant servir de modèle ou encourageant la participation des enfants et des jeunes et permettant le développement au niveau communal ou régional d'une politique ou action durable en faveur de l'enfance et de la jeunesse, pour lequel il existe un besoin avéré et pour lequel le transfert des connaissances est garanti au sens de la loi fédérale sur l'encouragement des activités extrascolaires des enfants et des jeunes (LEEJ).

² Ces projets ont pour cible tous les enfants et les jeunes domiciliés en Valais, de l'âge d'entrée à l'école enfantine à l'âge de 25 ans.

³ Ne peuvent pas être pris en compte les projets ayant un but commercial ou proposés par des organismes poursuivant un tel but. Sont également exclus, les projets ayant démarré avant le dépôt de la demande.

Art. 11b (nouveau)

Montant de l'aide et répartition

¹ Les projets extrascolaires à caractère novateur intéressant la jeunesse sont financés à raison d'une clé de répartition de 50 pour cent au minimum à la charge des collectivités locales de droit public, de l'association ou de la fondation et 50 pour cent au maximum à la charge du canton.

² Le plafond de l'aide cantonale octroyée à chaque projet extrascolaire à caractère novateur intéressant la jeunesse ne peut dépasser 50'000 francs par an.

³ La durée maximale des subventions est de trois ans.

Art. 11c (nouveau)

Compétences

¹ L'attribution des aides financières en faveur des projets extrascolaires à caractère novateur intéressant la jeunesse relève de la compétence du chef de département, sur préavis du délégué à la jeunesse, qui peut déléguer la compétence d'attribution au chef du service.

² Le service assure le suivi des projets extrascolaires à caractère novateur intéressant la jeunesse et leur évaluation.

³ Une décision du département fixe le montant alloué chaque année aux projets extrascolaires à caractère novateur intéressant la jeunesse.

Art. 11d (nouveau)

Demande

¹ Les collectivités locales de droit public, les associations ou les fondations qui sollicitent un soutien financier à leur projet doivent présenter une demande au service jusqu'à fin avril au plus tard.

² La demande doit contenir notamment les indications suivantes sur le projet prévu:

- a) nature et importance;
- b) objectif et utilité;
- c) caractère novateur ou capacité d'encouragement à la participation;
- d) personnes et organisations participantes;
- e) début des activités envisagées;
- f) financement et budget.

³ Une directive du département précise les modalités de dépôt de la demande et ses annexes, ainsi que les conditions et le processus d'attribution de l'aide.

Art. 11e (nouveau)

Examen et décision

¹ Le service examine la demande. Si elle est incomplète, il la retourne à l'organisation requérante afin qu'elle la complète.

² Le démarrage des projets doit avoir lieu au plus tard trois mois après réception de la décision de financement.

³ La collaboration, le suivi du projet et les modalités de financement sont réglées par une convention entre le service et l'organisme requérant.

Art. 11f (nouveau)

Demande de restitution

¹ Le service demande la restitution de l'aide si elle a été octroyée sur la base d'indications erronée ou trompeuses ou n'a pas été affectée au financement d'activités extrascolaires ou encore si les termes de la convention n'ont pas été respectés.

² Lorsqu'un organisme privé est dissous au cours de l'année, le service exige la restitution pro rata temporis de l'aide financière qu'il lui a accordée.

³ Le destinataire de l'aide doit informer sans tarder et par écrit le service de tout arrêt d'activités.

Art. 14 al. 1

¹ Les personnes, les instances ou les services qui demandent des prestations éducatives en milieu ouvert peuvent être:

- b) (modifié) les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte et les services de curatelle officielle;

Art. 22 al. 1 (modifié)

¹ Les coûts des mandats confiés par le service ou le Tribunal des mineurs à l'organisme privé autorisé sont pris en charge jusqu'à hauteur de 65 pour cent par le service et le solde par l'enfant ou ses parents. A défaut, ces montants sont pris en charge par les corporations responsables selon la loi sur l'intégration et l'aide sociale.

Art. 27 al. 1 (modifié)

¹ Lors d'une décision judiciaire ou tutélaire d'instaurer un droit de visite surveillé, les coûts reconnus par le département des mandats confiés à un organisme privé peuvent être pris en charge jusqu'à hauteur de 65 pour cent par le service. Le solde est pris en charge par l'enfant ou ses parents, à défaut ces montants sont pris en charge par les corporations responsables, selon la loi sur l'intégration et l'aide sociale.

Art. 34 al. 1

¹ Toute demande d'autorisation d'exploiter une structure d'accueil à temps d'ouverture élargi doit être accompagnée des documents suivants:

- k) (modifié) un extrait du casier judiciaire de toute personne exerçant une activité impliquant un contact régulier avec des mineurs établi six mois au plus avant le dépôt de la demande.

Art. 35 al. 1

¹ Toute demande d'autorisation d'exploiter une structure d'accueil à temps d'ouverture restreint doit être accompagnée des documents suivants:

- f) (modifié) un extrait du casier judiciaire de toute personne exerçant une activité impliquant un contact régulier avec des mineurs établi six mois au plus avant le dépôt de la demande.

Art. 43a (nouveau)

Valorisation cantonale en faveur du personnel éducatif subventionné par le canton

¹ Le canton versera aux employeurs, dans le premier trimestre de l'année civile, un montant unique brut correspondant à la valorisation salariale cantonale pour l'ensemble du personnel éducatif, y compris la personne responsable de la structure, pour autant que celle-ci assume également des tâches éducatives.

² Ce montant forfaitaire est calculé au prorata du taux d'activité de l'année précédente pour chaque collaborateur pour autant que celui-ci soit toujours en activité au premier janvier de l'année suivante dans une structure d'accueil subventionnée par le canton.

³ Ce montant sera reversé par l'employeur aux collaborateurs, dans les 30 jours dès sa réception, sous la forme d'un versement unique.

⁴ Le montant brut pour un taux d'activité de 100 pour cent est fixé annuellement, en fonction des disponibilités financières, par une décision du Conseil d'Etat publiée dans le Bulletin officiel.

⁵ Ce montant est exclu de la subvention cantonale qui s'élève à 30 pour cent des salaires reconnus.

Art. 46 al. 2 (modifié)

² Le service peut procurer à ces familles un soutien notamment sous la forme d'une formation de base et d'un perfectionnement.

Art. 49 al. 2

² L'autorisation est valable trois ans et délivrée après examen des qualités personnelles, des aptitudes éducatives, de la situation économique, de l'état de santé et des conditions de logement de toutes les personnes constituant la famille d'accueil et/ou faisant ménage commun avec ces dernières. L'examen des conditions ci-avant doit offrir toutes les garanties que l'enfant placé bénéficiera de soins, d'une éducation et d'une formation adéquats et que le bien-être des autres enfants vivant dans la famille est sauvegardé. Dans ce but le service exige notamment les documents suivants des familles d'accueil:

- a) (modifié) un certificat médical attestant que les personnes constituant la famille d'accueil et chaque personne vivant dans leur ménage ne souffrent d'aucune affection physique et psychique pouvant constituer des conditions défavorables à l'accueil de l'enfant;
- b) (modifié) un extrait ordinaire du casier judiciaire, y compris les autres personnes majeures vivant dans leur ménage. La demande d'un extrait spécial du casier judiciaire demeure réservée;

Art. 52 al. 3

³ Dans ce but le service exige notamment les documents suivants des familles d'accueil:

- a) (modifié) un certificat médical attestant que les personnes constituant la famille d'accueil et chaque personne vivant dans leur ménage ne souffrent d'aucune affection physique et psychique pouvant constituer des conditions défavorables à l'accueil de l'enfant;
- b) (modifié) un extrait ordinaire du casier judiciaire, y compris les autres personnes majeures vivant dans leur ménage. La demande d'un extrait spécial du casier judiciaire demeure réservée;

Art. 54 al. 2 (modifié)

² Les frais de placement correspondant aux frais d'hébergement ainsi qu'au budget personnel sont supportés en premier lieu par l'enfant ou par ses parents, à défaut ces montants sont pris en charge par les corporations responsables selon la loi sur l'intégration et l'aide sociale.

Art. 55 al. 2 (modifié)

² Les frais de placement correspondant aux frais d'hébergement ainsi qu'au budget personnel sont supportés en premier lieu par l'enfant ou par ses parents, à défaut ces montants sont pris en charge par les corporations responsables selon la loi sur l'intégration et l'aide sociale.

Art. 58 al. 1

¹ La demande d'autorisation doit contenir:

- b) (modifié) un extrait ordinaire et spécial du casier judiciaire de l'exploitant établis six mois au plus avant le dépôt de la demande;

Art. 73 al. 3 (modifié)

³ Les organisations répondant aux critères de cette charte peuvent obtenir une certification délivrée par le département sur préavis du délégué à la jeunesse.

Art. 75 al. 1

¹ La demande d'autorisation doit contenir:

- e) (modifié) un extrait ordinaire et spécial du casier judiciaire de l'exploitant établis six mois au plus avant le dépôt de la demande.

Art. 85 al. 1

¹ Par institution d'éducation spécialisée, il faut entendre tout établissement s'occupant d'enfants dont le développement ou le comportement social est gravement perturbé ou en danger de l'être, notamment:

- e) les établissements spéciaux pour enfants, tels que:
 1. *Abrogé.*
 2. *Abrogé.*
 3. (modifié) les centres de transition ou d'accueil d'urgence.
 4. *Abrogé.*
 5. *Abrogé.*

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

Le présent acte législatif entre en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2021.

Sion, le 3 mars 2021

Le président du Conseil d'Etat: Christophe Darbellay
Le chancelier d'Etat: Philipp Spörri